



Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

Fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 7 janvier 2016.

Monsieur le Président,

Les projets en cours de la Direction Générale constituent un recul sans précédent de nos services et une nouvelle dégradation des conditions de vie au travail des agents ; et le tout se passe dans un mépris total du dialogue social qui s'apparente plus que jamais à un monologue.

En effet, le premier ministre a décidé d'imposer unilatéralement le protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR) pourtant rejeté par la majorité des organisations syndicales. Est-ce cela le dialogue social ?

Notre Directeur Général décline ce monologue en remettant en cause unilatéralement certaines règles de gestion et notamment :

- Suppression du mouvement complémentaire de mutations A et B.
- Remise en cause des RAN existantes.
- Elargissement du système des RAN.
- Obligation pour les contrôleurs en sortie d'école d'exercer leurs fonctions pendant une durée minimale de 3 ans dans le domaine d'activité pour lequel ils auront été formés.
- Remise en cause de la finesse de l'affectation mission/structure pour la catégorie B avec la diminution des possibilités de choix fonctionnels au niveau national, qui préfigure une affectation ALD à la RAN ou au département.

C'est là un recul sans précédent et la volonté de s'asseoir sur les conditions de vie des agents, qui en sus de voir la valeur du point d'indice gelée, sont victimes d'une nouvelle paupérisation avec l'absence de reconnaissance, de perspectives et un environnement professionnel sans cesse dégradé.

La seule DGFIP, avec 2130 suppressions d'emplois pour 2016, supportera 54% des destructions d'emplois alors qu'elle ne représente que 6% des effectifs de la fonction publique d'Etat. La DGFIP ne sera plus en mesure d'être une administration exemplaire, elle va devenir une administration incapable d'assurer ses missions pourtant régaliennes. La déclinaison de ces suppressions au niveau local est de 12 postes ! C'est le Service Public de proximité qui est mort.

Les services sont exsangues et la seule réponse trouvée par notre Directeur Général est une vaste restructuration du réseau. L'allègement des tâches évoqué par notre Directeur Général est révélateur de l'option que compte prendre l'Administration pour les missions de demain. Alors que la fraude fiscale est un enjeu majeur avec près de 50 milliards d'euros éludés chaque année, comment peut-on contrôler mieux avec moins de gestion et moins de présence sur le terrain ?

Sur le terrain, on ne peut que constater qu'un net recul du service offert aux usagers. Que reste-il du Service Public Républicain, service plus que vital pour notre département ? A l'avenir, un désert...

Cette situation est intolérable et inacceptable. C'est pourquoi, une nouvelle fois, nous boycotterons le CTL de ce jour.



Les élus FODGFIP 12